

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1362

10 juin 2013

SOMMAIRE

26 United Corpo SA	65375	Menkent S.à r.l.	65346
Achelia Luxembourg S.A.	65333	Modim International S.A.	65340
Arona Invest S.A.	65333	Moulinière S.A.- SPF	65335
Barclays Investment Funds (Luxembourg)	65335	Nelya Groupe S.A.	65340
Cabot Holdings S.à r.l.	65368	NFC Luxembourg S.A.	65336
CapitalatWork Alternative Fund	65343	Olympos Energy S.A.	65376
CCN S.A. (Centre Coordination Nationale pour l'Information, la Valorisation et le Compostage)	65331	Peter Investments SICAV-SIF	65346
Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie	65334	Pictet Global Selection Fund	65376
Cronos Invest	65341	Pictet Global Selection Fund	65346
Dealys Fund Operations S.A.	65376	Pierra Menta Holding S.A.	65345
Distributa S.A.	65331	Pimiento Holding S.A., SPF	65336
D.M.C. Luxembourg S.A.	65331	Pioneer Alternative Investment Funds (Lux)	65338
Espirito Santo International S.A.	65341	Praetor SICAV	65342
Espirito Santo International S.A.	65342	Prescott Investment S.A.	65330
Ficop Investments S.A.	65333	Procap Holding	65337
Fly Invest S.A.	65330	QS REP II SCA SIF	65344
Global Tax Alliance GEIE	65344	QS REP SCA SIF	65343
Globaltex Investissements S.A.	65339	Rushmore Development S.A.	65358
H Invest S.A.	65345	Rushmore Development S.à r.l.	65358
Hiva Holding S.A. SPF	65332	Signum International S.à r.l.	65344
HWB Invest	65346	Société Maria Rheinsheim	65338
IG2S S.A.	65332	SOP MultiAssetAllokation	65337
KJK Fund SICAV-SIF	65336	St Germain Immobilière S.A.	65335
Lagar S.A.	65332	TS Nautilus (Hahnstrasse) S.à.r.l.	65345
Luxury Brand Development S.A.	65334	Valauchan Sopaneer International S.C.A.	65339
M 4	65375	Villeneuve Investissements S.A.	65330
Meaco S.A., SPF	65340	Zurich	65346

Prescott Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.442.

—

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 juin 2013 à 08:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2013069551/696/18.

Fly Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 61.406.

—

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 juin 2013 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2013069552/696/17.

Villeneuve Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 42.989.

—

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le 1^{er} juillet 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation de deux administrateurs et décharge accordée aux administrateurs démissionnaires;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2013073205/10/19.

D.M.C. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8370 Hobscheid, 71, rue Kreuzerbuch.

R.C.S. Luxembourg B 51.192.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Des actionnaires qui se tiendra en date du 1^{er} juillet 2013 à 10.30 heures au siège de la société

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
2. Affectation des résultats
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations de trois nouveaux administrateurs et d'un nouveau commissaire aux comptes
5. Divers

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Hobscheid, le 3 juin 2013.

DMC Luxembourg SA.

Référence de publication: 2013070854/17.

CCN S.A. (Centre Coordination Nationale pour l'Information, la Valorisation et le Compostage), Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 29, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 44.191.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 28. Juni 2013 um 11.00 Uhr, in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Bericht des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuzuweisung per 31. Dezember 2012
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013073929/534/17.

Distributa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 19.220.

Die Aktionäre der Gesellschaft DISTRIBUTA S.A. sind gebeten an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am Gesellschaftssitz in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, am Mittwoch, den 26. Juni 2013 um 10.00 Uhr stattfinden wird, um über die folgende Tagesordnung zu beraten:

Tagesordnung:

1. Verwaltungsbericht und Prüfungsbericht des Aufsichtskommissars.
2. Verabschiedung der Bilanz und Ergebnisrechnung zum 31.12.2012 und Beschlussfassung über die Verwendung der Ergebnisse.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars für das vergangene Geschäftsjahr 2012.
4. Beschluss über die Weiterführung der Gesellschaft.
5. Statutarische Ernennungen
6. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013071645/20.

IG2S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 137.221.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 28 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073931/506/16.

Hiva Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 45.452.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement en date du 28 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073930/506/16.

Lagar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 78.268.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 juin 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de M. Xavier SOULARD de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
7. Nomination de Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073933/29/22.

Arona Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 85.313.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 28 juin 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073927/795/16.

Ficop Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 96.827.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 juin 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013063617/10/19.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070185/755/19.

COFI, Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 9.539.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le 19 juin 2013 à 11:00 heures au siège social afin de débattre de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2012;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. Affectation du résultat; attribution d'un dividende par action;
4. Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2012;
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions pour l'année 2012;
6. Elections statutaires;
7. Rachat d'actions propres; autorisation à conférer au Conseil d'Administration;
8. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

Luxembourg: Banque Internationale à Luxembourg, en abrégé BIL, Luxembourg

Suisse: PKB PRIVATBANK A.G., Lugano

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire qui devra être actionnaire.

Pas de quorum de présence requis. Les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064297/1017/27.

Luxury Brand Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.330.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 juin 2013 à 11 heures 00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Constatation de l'erreur matérielle du résultat de l'exercice consolidé clôturé au 31 décembre 2011 indiqué dans le rapport de gestion et du Conseil d'Administration.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Réviseur d'entreprise agréé relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2012 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Réviseur d'entreprise agréé relatifs aux comptes consolidés au 31 décembre 2012.
- Approbation du bilan et du compte de profits et pertes relatifs aux comptes consolidés au 31 décembre 2012 ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Réviseur d'entreprise agréé.
- Renouvellement du mandat du délégué à la gestion journalière.
- Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013067417/45/27.

St Germain Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 58.725.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement en date du 28 juin 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073939/506/16.

Moulinière S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 160.199.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme MOULINIERE S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 26 juin 2013 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073934/750/16.

Barclays Investment Funds (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 31.439.

As the Extraordinary General Meeting of BARCLAYS INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) (the "Company") held on 7 June 2013 could not validly deliberate on the proposed resolutions due to a lack of quorum required, the shareholders are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company to be held on 12 July 2013 at 12.00 Noon Central European Time ("CET"), at the registered office of the Company, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. To resolve on the liquidation of the Company to be effective on the date of the meeting; and
2. To appoint BDO Tax & Accounting, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, represented by Mr. Pierre Lentz and Mr. Reno Maurizio Tonelli, as liquidator and to determine the liquidator's powers and remuneration.

No quorum is required for the holding of the meeting. The first resolution will be adopted if approved by 75% or more of the votes cast at the Extraordinary General Meeting. The second resolution will be passed if approved by a simple majority of the votes cast at the Extraordinary General Meeting. A vote on resolution number 2 will only be taken if the resolution number 1 is passed in favour of the liquidation of the Company.

Proxies received for the Extraordinary General Meeting held on 7 June 2013 will be kept and remain valid for this reconvened Extraordinary General Meeting, unless expressly revoked.

A Form of Proxy is available from the registered office of the Company.

As stated in the convening notice published with respect to the Extraordinary General Meeting held on 7 June 2013, no further subscriptions in the Company are accepted as from 21 May 2013. The last valuation day and last dealing day

of the Company will be 11 July 2013. Shareholders who have not presented a redemption request for their shares by 2.30 p.m. (CET) on 11 July 2013 will participate in the liquidation procedure and will receive a pro rata portion of the liquidation proceeds.

The Board of Directors

BARCLAYS INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG)

Référence de publication: 2013073928/755/31.

NFC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 61.079.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *28 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073935/506/16.

Pimiento Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 84.783.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *28 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073936/506/16.

KJK Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 86.729.

This notice is important and requires your immediate attention. If you are in any doubt about its content, please consult your stockbroker, bank manager, solicitor, accountant or other financial adviser.

The shareholders of are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders to be held at the registered office of the Company on *June 26, 2013* at 11.30 a.m. notwithstanding the statutory date to vote on the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the management board and of the independent auditor for the accounting year ended December 31, 2012;
2. Approval of the annual accounts for the accounting year ended December 31, 2012;
3. Allocation of net results;
4. Discharge to the management board, supervisory board and to the independent auditor in respect of the execution of their mandates for the accounting year ended December 31, 2012;

5. Re-election of the members of the supervisory board and the management board and of the independent auditor;
6. Miscellaneous.

VOTING

The Annual General Meeting may validly deliberate without quorum. Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will be passed if approved by a simple majority of the shares represented.

VOTING ARRANGEMENTS

If you would like to attend, please inform us five clear days before the meeting.

If you cannot attend the Ordinary General Meeting personally, please complete, sign and return the enclosed proxy form by e-mail or by fax with the original to follow by post to the attention of Mrs Séverine Cailteux-Lambert (severine.cailteux-lambert@sgg.lu) at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, fax no. (00352) 47 11 01.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013073932/795/30.

Procap Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 4, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 50.225.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu exceptionnellement en date du 26 juin 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet l'approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2013 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Présentation et approbation du rapport consolidé de gestion et du rapport de contrôle relatifs aux comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2013.
- Approbation des comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2013.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Renouvellement des mandats des organes sociaux.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013071651/24.

SOP MultiAssetAllokation, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 165.873.

Gemäß Art. 11 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 26. Juni 2013 um 14.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 30. Dezember 2011 bis zum 31. Dezember 2012.
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung.
3. Beschlussfassung über die Verlängerung der Mandate sowie die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die

Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxembourg, im Juni 2013.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013073938/1999/24.

Société Maria Rheinsheim, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 306.

Les actionnaires de la société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

laquelle se tiendra à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse, Bloc G, salle de réunions (Service de Presse) du 1^{er} étage, le lundi 1^{er} juillet 2013 à 19.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapport du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 2012.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner au conseil d'administration et au reviseur d'entreprises.
5. Nomination d'un reviseur d'entreprise.
6. Divers.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Pour le Conseil d'administration

Georges PIERRET

Président du Conseil d'Administration

par délégation

Jean VANOLST

administrateur délégué

Référence de publication: 2013073200/24.

Pioneer Alternative Investment Funds (Lux), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 140.708.

NOTICE IS HEREBY GIVEN that the

Annual GENERAL MEETING

(the "Meeting") of Pioneer Alternative Investment Funds (LUX) (the "Fund") will be held at the registered office of the Fund on Friday, 28 June 2013 at 2.00 p.m. (Central European Time) for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Ratification of the fact that the Meeting has been postponed to 28 June 2013 as the Audited Financial Statements of the Fund could not materially be issued before 18 June 2013.
2. Designation of any employee of HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. as Chairperson of the Annual General Meeting.
3. Presentation of the Report of the Board of Directors of the Fund for the accounting year ended as at 31 December 2012 and of the Report of the Independent Auditor of the Fund.
4. Approval of the Audited Financial Statements of the Fund for the accounting year ended as at 31 December 2012.
5. Allocation of the Results for the accounting year ended as at 31 December 2012.
6. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended 31 December 2012 and for the previous accounting years.
7. Election of Mr David Glassey and re-election of Messrs Declan Murray and Enrico Turchi as Directors, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Financial Statements for the accounting year ending on 31 December 2013.
8. Re-election of KPMG Luxembourg S.à r.l. as Auditors of the Fund until the Annual General Meeting to approve the Financial Statements for the accounting year ending on 31 December 2013.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Financial Statements

Kindly note that the Audited Financial Statements, the Report of the Independent Auditor and the Report of the Board of Directors for the accounting year ended 31 December 2012 will be made available to the shareholders at the registered office of the Fund and may be sent to any shareholder requesting them by writing to the registered office of the Fund.

Voting

Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will require no quorum and will be taken as at the majority of votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the Registrar: HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, to arrive not later than 26 June 2013. Proxy forms will be sent to registered shareholders with a copy of this notice and can also be obtained from the registered office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013073937/41/42.

Globaltex Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 44.360.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le **18 juin 2013** à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065834/696/18.

Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 52.454.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire le 3 juin 2013, l'Assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le **12 juillet 2013** à 11:00 heures dans les bureaux de SGG sis au 412F route d'Esch à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la société par apport en numéraire;
2. Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires commandités et commanditaires de la Société;
3. Souscription de la totalité des actions ordinaires nouvelles à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital par la société "SOPAN POLSKA Spółka z ograniczon odpowiedzialno ci " admise comme nouvel actionnaire commanditaire;
4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2013073940/795/23.

Meaco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 30.300.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 20 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068726/755/18.

Nelya Groupe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.839.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on June 18, 2013 at 5.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2012
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013070833/795/16.

Modim International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56A, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 37.719.

Les actionnaires de la société anonyme MODIM INTERNATIONAL S.A. (la «Société») sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le 20 juin 2013 à 11 heures devant Monsieur le Notaire Carlo WERSANDT au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de modifier l'objet social de la Société afin d'élargir celui-ci à la possibilité pour la Société de détenir des participations financières ainsi que de souscrire d'autres valeurs mobilières.
2. Modification de l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:
«La société a pour objet l'achat et la vente, la construction, la location et l'administration de tout bien immobilier situé au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toute opération commerciale, industrielle et financière s'y rattachant directement ou indirectement.
La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, commerciale, industrielle, financière ou autre; l'acquisition de valeurs mobilières de toute nature et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.
La Société pourra utiliser ses fonds pour investir dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils seront composés à une époque déterminée et plus particulièrement mais non limitativement, son portefeuille de titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par inves-

tissement, souscription, prise ferme ou option, tous titres, et tous droits de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre et de recevoir ou d'accorder des licences relatives aux droits de propriété intellectuelle et d'accorder ou faire bénéficier les sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou généralement toute société du groupe de sociétés dont elle fait partie, de toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut par ailleurs émettre toute forme de valeur mobilière de toute nature et sous quelque forme que ce soit. La Société peut procéder à l'émission d'obligations par voie de souscription publique ou privée et emprunter des fonds sous quelque forme que ce soit, en conformité avec la Loi.

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toute mesure pour sauvegarder ses droits et réaliser toute opération, qui se rattache directement ou indirectement à son objet ou qui favorise son développement.»

3. Divers.

L'Assemblée délibérera valablement que si la moitié du capital est représenté à l'Assemblée. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées.

Les actionnaires qui ne pourront pas assister personnellement à l'Assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment remplie au siège social de la Société au plus tard le 19 juin 2013. Les procurations seront envoyées aux actionnaires de même qu'une copie de la présente convocation et pourront également être obtenues sur demande au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Ernst Leopold DORNINGER / Danielle DILLMANN

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013068740/280/46.

Espirito Santo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.091.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 juin 2013 à 15.00 heures dans les bureaux de SG GROUP au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2012;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013071647/15.

Cronos Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.889.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 21 juin 2013 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2013
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013069532/755/26.

Espirito Santo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.091.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 juin 2013 à 10.00 heures dans les bureaux de SG GROUP au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2012;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067416/15.

Praetor SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.117.

The Shareholders of PRAETOR SICAV (the "Company") are invited to assist to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Shareholders which will be held, at the registered office of the Company, on July, 1 2013 at 11.00 a.m. in order to decide on the dissolution of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. To dissolve the Company and to put the Company into liquidation
2. To resolve on the appointment of PricewaterhouseCoopers, represented by Mrs Anne Laurent, as liquidator
3. To determine the powers to be given to the liquidator of the Company and its remuneration.
4. To grant discharge to the Directors until the date of liquidation.
5. To approve the repartition of the provision for liquidation costs in equal proportion among the remaining compartments: PRAETOR SICAV - International Yield, PRAETOR SICAV - Alternative Neutre and PRAETOR SICAV - Diversified.
6. Miscellaneous

Shareholders are informed that the Meeting shall not validly deliberate on dissolution unless at least half of the share capital of the Company is present or represented. Any decisions taken at the Meeting in relation to its dissolution must be approved by a majority of two-thirds of the shares voting. If not at least half of the share capital of the Company is present or represented, a second meeting will be convened. The second meeting shall validly deliberate, regardless the presence or representation of at least half of the share capital of the Company.

Shareholders shall inform, within 5 clear days before the date of the Meeting, in writing, (through a letter or the enclosed proxy), to the Board of Directors, of their intention of attending the Meeting and shall indicate the number of shares for which they want to take part in the vote.

Finally, shareholders are informed that all subscription, redemption, conversion as well as the Net Asset Values calculations are suspended.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013067426/755/30.

CapitalatWork Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 102.077.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SICAV convoquée le 23 mai 2013 n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum, les actionnaires de la SICAV sont conviés à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la SICAV qui se tiendra le mardi 25 juin 2013 à 14.30 heures auprès de l'étude de Maître Baden, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Remplacement des références à la loi du 10 décembre 2002 par la loi du 17 décembre 2010;
2. Modification de l'article 17 des statuts de la SICAV afin de permettre à la SICAV de désigner une société de gestion soumise au chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 et de préciser que la nomination et la révocation des prestataires de la SICAV, y compris, le cas échéant, la société de gestion, fait partie des attributions du Conseil d'Administration qui statuera en la matière à la majorité des administrateurs présents ou représentés;
3. Divers.

Le projet de nouveaux statuts de la SICAV est disponible sur demande auprès du siège de la SICAV.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises par vote favorable d'au moins deux tiers des voix des actions présentes ou représentées lors de cette assemblée.

Si vous n'êtes pas en mesure d'assister à cette assemblée, un formulaire de procuration donnant le pouvoir de vous faire représenter par une autre personne est disponible sur demande au siège social de la SICAV. Il devra être renvoyé au plus tard 24 heures avant la date de l'assemblée à CapitalatWork Alternative Fund c/o RBC Investor Services Bank SA, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services - Madame Aurore ALEXANDRE (Fax N° +352 / 2460-3331).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013065839/755/28.

QS REP SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 144.418.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of QS REP II S.C.A., SIF (the "Company") for the financial year ended on 31 December 2012 (the "AGM") will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 84, Grand-Rue, on June 18, 2013 at 04:30 p.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To approve the report of QS REP S.à r.l. as general partner of the Company (the "General Partner") and the report of the external auditors (the "Auditors") for the financial year ended on 31 December 2012.
2. To approve the annual accounts for the year ended on 31 December 2012.
3. To grant discharge to the General Partner and the Auditors with respect to the performance of their respective duties for the year ended on 31 December 2012.
4. To re-appoint the Auditors for a period ending on 31 December 2013.

The shareholders are advised that no quorum is required to resolve on the items set out in the agenda of the AGM and that resolutions will be taken on simple majority of the shares present or represented and favourably voting for such resolutions at the AGM.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy form is available at the Company's registered office at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg (fax: +352 22 60 56).

Proxy forms should be returned to the registered office of the Company to the attention of Mr Jean-Benoît Lachaise before 05.00 pm (Luxembourg time) on June 14, 2013 as further detailed on the proxy form.

*For and on behalf of QS REP II S.C.A., SIF
The General Partner of the Company*

Référence de publication: 2013070867/1628/28.

QS REP II SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 167.057.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of QS REP II S.C.A., SIF (the "Company") for the financial year ended on 31 December 2012 (the "AGM") will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 84, Grand-Rue, on *June 18, 2013* at 02:00 p.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To approve the report of QS REP S.à r.l. as general partner of the Company (the "General Partner") and the report of the external auditors (the "Auditors") for the financial year ended on 31 December 2012.
2. To approve the annual accounts for the year ended on 31 December 2012.
3. To grant discharge to the General Partner and the Auditors with respect to the performance of their respective duties for the year ended on 31 December 2012.
4. To re-appoint the Auditors for a period ending on 31 December 2013.

The shareholders are advised that no quorum is required to resolve on the items set out in the agenda of the AGM and that resolutions will be taken on simple majority of the shares present or represented and favourably voting for such resolutions at the AGM.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy form is available at the Company's registered office at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg (fax: +352 22 60 56).

Proxy forms should be returned to the registered office of the Company to the attention of Mr Jean-Benoît Lachaise before 05.00 pm (Luxembourg time) on June 14, 2013 as further detailed on the proxy form.

*For and on behalf of QS REP II S.C.A., SIF
The General Partner of the Company*

Référence de publication: 2013070868/1628/28.

Global Tax Alliance GEIE, Groupement Européen d'Intérêt Economique.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg D 74.

Mr Carlos Marques, domicilié professionnellement au 220, rue de Rollingergrund L-2441 Luxembourg Né le 12 août 1967 à POMBAL(P), a déclaré sa démission de sa fonction de gérant du groupement Européen d'Intérêt Economique GLOBAL TAX ALLIANCE GEIE (inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro D 74) ayant son siège social au 81, avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme
Carlos Marques

Référence de publication: 2013052032/15.

(130063895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signum International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 99.785.

Le bilan et le compte de profits et de pertes au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013052251/11.

(130063438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Pierra Menta Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 77.672.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} juillet 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073201/10/19.

H Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 78.963.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} juillet 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et aux Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013073199/10/18.

TS Nautilus (Hahnstrasse) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.859.300,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 121.560.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 avril 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013053069/17.

(130064428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

HWB Invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013071340/8.

(130088260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Zurich, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement - Besonderer Teil - Zurich wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Thomas Festerling / Sven Sendmeyer

Référence de publication: 2013063814/10.

(130078638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Pictet Global Selection Fund, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de Pictet Global Selection Fund au 10 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013071447/9.

(130087933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Menkent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 117.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013052846/9.

(130064867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Peter Investments SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.528.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on fourteenth day of May,

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER, Notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Notz, Stucki Europe S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 11, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B35060,

Duly represented by Mr Aid NANIC, private employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy, given privately to him in Luxembourg on 13 May 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the Notary, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg public limited company ("société anonyme") with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which it declares organised and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Peter Investments SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration . The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law of Luxembourg dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

The Company is subject to the Law of 13 February 2007.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

If the board of directors considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation, the initial share capital of the Company was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by thirty-one (31) A shares.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Euro (EUR).

Art. 6. Capital variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-funds. The board of directors may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or "sub-fund" of the Company's net assets (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of shares. The shares of the Company may be issued in registered form.

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the board of directors may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The board of directors may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for the Company or for each Sub-Fund.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and one or more distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The board of directors may decide not to issue or to cease issuing classes, types or subtypes of shares in one or more Sub-Funds.

The board of directors may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the board of directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the board of directors by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The board of directors shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms

and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such net asset value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined under article 15 hereof) redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board considers to be in the best interests of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the board of directors considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-a-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the board of directors, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The price for the conversion of shares shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations on the ownership of shares. The board of directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the board of directors considers that this ownership violates the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the board of directors may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is

or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the board of directors shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 15. Net asset value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
 - all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
 - all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
 - all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
 - all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
 - the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The liabilities of the Company shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the board of directors; and
- all other liabilities of the Company of any kind, with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with and fees payable to, its

investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents, explanatory memoranda, registration statements, annual reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the board of directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of investments in private equity securities will be appraised at a fair value under the direction of the board of directors in accordance with appropriate professional standards, such as the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the board of directors for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market each day;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of directors in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a committee appointed by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of assets and Liabilities among the sub-funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the board of directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;
- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;
- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;
- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;
- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

In respect of third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of calculation of the net asset value. The Company may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the Company considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the board of directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the board of directors for any one Sub-Fund, the board of directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With regard to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 18. Administration. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members, who need not be shareholders of the Company.

They shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify. However a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

In the event that, in any meeting of the board of directors, the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Art. 19. Operation and Meetings. The board of directors shall choose a chairman from among its members and may elect one or more vice-chairmen from among them. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for writing and keeping the minutes of the meetings of the board of directors as well as of the meetings of shareholders.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all the meetings of the board of directors and of the shareholders. In his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telefax or telex of each director. A special notice shall not be required for a meeting of the board of directors being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may arrange to be represented at board meetings by appointing in writing or by cable or telegram or telefax or telex another director to act as a proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors may validly deliberate or act if at least the majority of the directors are present or represented at the meeting of the board of directors. If the quorum is not satisfied, another meeting shall be convened. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies of or extracts of the minutes, which may be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman or secretary or any two directors.

Art. 21. Powers of the board of directors. The board of directors is vested with the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the objectives of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors shall determine, applying the principle of risk spreading, the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The board of directors may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The board of directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 22. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two (2) directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 23. Delegation of power. The board of directors may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to directors or officers of the Company or to one or several natural persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors. Such delegated persons shall have the powers determined by the board of directors and may be authorised to sub-delegate their powers.

Art. 24. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Notz, Stucki & Cie. S.A or any of its subsidiaries or affiliated companies or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 25. Indemnification. Each member of the board of directors, manager, officer, or employee of the Company ("Indemnified Persons") may be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each member of the board of directors, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General Meetings

Art. 26. General meetings of the company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 3 p.m. on the first Thursday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The board of directors needs not justify to the general meeting of shareholders that such notice has been sent. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law of Luxembourg of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, and (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

In accordance with article 68 of the law of Luxembourg of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-a-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 27. General Meetings in a sub-fund or In a class of shares. The provisions of article 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 28. Termination and Amalgamation of sub-funds or Classes of shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The board of directors shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal of the board of directors, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company for a period of nine months following the decision of the liquidation taken by the

board of directors thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new sub-fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 29. Financial year. The financial year of the Company shall be the calendar year starting on 1st January and ending on 31st December of each year.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 30. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal of the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these articles of incorporation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Auditor

Art. 31. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ('réviseur d'entreprises agréé') appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 32. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

Chapter IX - Winding-up / Liquidation

Art. 33. Winding-up / Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendments to these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007. In such an event, the general meeting of shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be natural persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg

Chapter X - General provisions

Art. 34. Applicable law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Subscription and Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed shares	Value
Notz, Stucki Europe S.A.	31 (thirty-one) A shares	EUR 31,000.-

Upon incorporation, all shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2014. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately three thousand Euro (EUR 3,000.-).

Statement

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith immediately taken the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company is established at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The following persons are appointed directors for a period ending at the next annual general meeting:

- Mr Marc HOEGGER, born on 23 October 1957 in St Gallen (Switzerland), professionally residing at 98 rue de Saint-Jean, CH-5240 Genève 11 (Switzerland).
- Mr Théo LIMPACH, born on 17 July 1947 in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) professionally residing at 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.
- Mr Paolo FARAONE, born on 5 January 1974 in Vigevano (Italy) professionally residing at 11, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

65358

Information

The Notary informs the appearing party that an independent auditor will have to be appointed at a later stage.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: A. NANIC, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC, le 16 mai 2013. Relation: LAC/2013/22478. Reçu soixante quinze euros (75,- €)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Luxembourg, le 21 mai 2013.

Référence de publication: 2013070035/660.

(130085923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

**Rushmore Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Rushmore Development S.A.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.086.

In the year two thousand and thirteen, on the second of May,

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

CISNEROS INTERACTIVE GROUP LLC, a limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of Delaware, having its registered office at The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street in the City of Wilmington, Country of New Castle, Delaware 19801, United States of America and registered with the Division of Corporations of the State of Delaware under number 5238936 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That the appearing party is currently the sole shareholder of a société anonyme (public company limited by shares) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of Rushmore Development S.A., having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 176.086 and incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer on March 20, 2013, not yet published in the Memorial, Recueil Spécial C, (the "Company"), and which articles of association (the "Articles") have never been amended.

II. That the share capital of the Company currently amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by three hundred ten (310) shares with a nominal value of hundred Euro (EUR 100) each.

III. That the Sole Shareholder declares that it had full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agrees to waive the notice requirements, so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1. Ratification of the appointment of Martine GRUN as director of the Company, which appointment has been made by cooptation on April 8, 2013 with effective date as at April 3, 2013;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred Euros (EUR 100) so as to raise it from its current amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) to thirty-one thousand one hundred Euros (EUR 31,100) by issuing one (1) new share with a par value of one hundred Euros (EUR 100), subject to the payment of a corresponding share premium;

3. Subscription by the Sole Shareholder to one (1) new share with a par value of one hundred Euros (EUR 100), subject to the payment of a corresponding share premium by means of a payment in cash;

4. Subsequent amendment to article 3 paragraph 1 of the Company's articles of association to reflect the above resolution;

5. Discharge to be granted to all the directors of the Company and to the statutory auditor of the Company;

6. Change of the legal form of the Company from the one of a public company limited by shares (société anonyme) to the one of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of Luxembourg;
 7. Full and total restatement of the Articles in compliance with the above mentioned change;
 8. Appointment of Mr. John WANTZ, Mr. Charles MEYER and Mr. Ariel Eduardo PRAT PINEDO as managers of the Company existing under the new form for an unlimited period;
 9. Miscellaneous.
- V. That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to approve and ratify the appointment of Martine GRUN as director of the Company, which appointment has been made by cooptation on April 8, 2013 with effective date as at April 3, 2013.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of one hundred Euros (EUR 100) and to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) to thirty-one thousand one hundred Euros (EUR 31,100) by issuing one (1) new share with a par value of one hundred Euros (EUR 100) and vested with the same rights and obligations as the existing shares, subject to the payment of a share premium amounting to eight million four hundred forty-two thousand three hundred forty-two Euros and ninety-five cents (EUR 8,442,342.95).

Third resolution

It is resolved to accept the subscription by the Sole Shareholder to the increase of capital by way of contribution in cash of an amount of eight million four hundred forty-two thousand four hundred forty-two Euros and ninety-five cents (EUR 8,442,442.95)

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon the Sole Shareholder declares through its proxyholder to subscribe to one (1) new share with a par value of one hundred Euros (EUR 100), subject to the payment of a share premium amounting to eight million four hundred forty-two thousand three hundred forty-two Euros and ninety-five cents (EUR 8,442,342.95), and to fully pay it up by means of a payment in cash amounting to eight million four hundred forty-two thousand four hundred forty-two Euros and ninety-five cents (EUR 8,442,442.95).

Evidence of the wired monies has been given to the undersigned notary by the presentation of a copy of the blocking certificate.

The undersigned notary accepted that proof and considered it as sufficient to evidence that the funds were wired on the Company's bank account.

Fourth resolution

Pursuant to the above increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend the paragraph 1 of the article 3 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-) divisé en trois cent onze (311) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune".

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to grant discharge to the current directors of the Company and to the current statutory auditor of the Company for their mandates up to the date of the present meeting.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to change the legal form of the Company from a public company limited by shares (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), without discontinuity of its legal status.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations, the depreciations.

The private limited liability company shall continue the book-keeping and the accountancy held by the public company limited by shares.

The change of legal status is made on the basis of the last final balance sheet as per April 30, 2013, a copy of which, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Seventh resolution

Pursuant to the above resolutions of the Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles, which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company ("private limited liability company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles") which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the exceptional rules applying to one-shareholder companies.

Art. 2. Corporate purpose. The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and to own, administer, develop and manage its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow money in any form, raise funds, and proceed by private placement to the issuance of bonds, notes, promissory notes, debentures and any kind of debt or equity securities, convertible or not, or otherwise.,

In a general fashion it may grant assistance (whether by way of loans, guarantees, pledges or any other form of security, personal covenant or charge upon all or part of its undertaking or assets) to companies belonging to the same group of companies to which the Company belongs, or other enterprises in which the Company has an interest, take any controlling and supervisory measures and carry out on an ancillary basis to this assistance any administrative, management, advisory and marketing operation with its affiliated companies which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination "Rushmore Development S.à r.l.".

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital and Shares.

6.1 Subscribed share capital

The issued share capital of the Company amounts to thirty-one thousand one hundred Euros (EUR 31,100) represented by three hundred eleven (311) shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s).

As long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-shareholder company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 Modification of share capital

The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or, in case of plurality of shareholders, by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.3 Profit participation

Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, so that only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred freely between such shareholders but in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law regarding any transfer to non-shareholders.

6.6 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one or more managers. In case of several managers, the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, may decide to have categories of managers, named either a "category A manager" or a "category B manager".

The manager(s) do/does not need to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and, may be dismissed ad nutum, by the shareholder(s) of the Company.

7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager, or in case of several managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a category A manager and a category B Manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

7.4 Procedures

The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the registered office of the Company or, as the case may be, at any other place in Luxembourg indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The board of managers can discuss or act validly only if two managers are present, with at least one manager of each category in case of several categories of managers at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting, with necessarily a majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication initiated from the Grand Duchy of Luxembourg allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting, even though such kind of participation shall remain an exception as in general, the managers shall attend the board of manager meetings in person.

7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires an unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11 Fiscal year / Annual accounts. The Company's accounting year starts on January 1 and ends on December 31 of each year. Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year; as the case may be, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution / Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles/

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves that further to the change of its corporate form, the Company will be managed by the following managers who are appointed for an unlimited period:

- Category A Managers:

* Mr. John WANTZ, born on May 17, 1966, in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and professionally residing at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

* Mr. Charles MEYER, born on April 19, 1969, in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and professionally residing at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Category B Manager:

* Mr. Ariel Eduardo PRAT PINEDO, born on February 12, 1961, in Caracas, Bolivarian Republic of Venezuela, and residing at Quinta Carmela, Calle San Fernando, Prados Del Este, Caracas, Bolivarian Republic of Venezuela.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand four hundred Euros (EUR 4,400.-EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux mai.

Pardevant Nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

A COMPARU:

CISNEROS INTERACTIVE GROUP LLC, une société dûment constituée et valablement existante sous les lois du Delaware, ayant son siège social au The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, région de New Castle, Delaware 19801, Etats Unis d'Amérique et immatriculée auprès du "Division of Corporations" de l'Etat du Delaware le numéro 5238936 (l'«Actionnaire Unique»)

Ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que le comparant est actuellement l'Actionnaire Unique de la société anonyme existante sous les lois du droit luxembourgeois sous le nom de Rushmore Development S.A., ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.086, constituée par un acte de Maître Martine Schaeffer en date du 20 mars 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»), lesquels statuts de la Société (les «Statuts») n'ont jamais été modifié.

II. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à trente e -un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois mille cent (3.100) actions ayant une valeur nominale de un Euro chacune (EUR 1).

III. Que l'Actionnaire Unique déclare avoir été dûment informé du contenu de l'agenda avant la présente assemblée et accepte de renoncer aux formalités de convocation afin que l'assemblée puisse délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

1. Ratification de la nomination de Martine GRUN comme administrateur de la Société, laquelle nomination a eu lieu par cooptation le 8 avril 2013 avec date d'effet au 3 avril 2013;

2. Augmentation du capital social de la Société pour un montant de cent Euros (EUR 100) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (EUR 31.000) à trente et un mille cent Euros (EUR 31.100) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100), moyennant le paiement d'une prime d'émission correspondante;

3. Souscription par l'Actionnaire Unique à une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100), moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant correspondante au moyen d'un paiement réalisé en numéraire;

4. Modification de l'alinéa 1 de l'article 3 des statuts de la Société, pour refléter la résolution ci-dessus;

5. Décharge accordée à l'ensemble des administrateurs de la Société ainsi qu'au commissaire aux comptes de la Société;

6. Changement de la forme légale de la Société d'une société anonyme en société à responsabilité limitée existante en droit luxembourgeois;

7. Refonte complète des statuts de la Société conformément aux changements opérés ci-dessus;

8. Nomination de M. John WANTZ, M. Charles MEYER et Mr. Ariel Eduardo PRAT PINEDO en qualité de gérants de la Société existante sous sa nouvelle forme;

9. Divers.

V. Que sur base de l'ordre du jour, l'Actionnaire Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver et de ratifier la nomination de Martine GRUN comme administrateur de la Société, laquelle nomination a eu lieu par cooptation le 8 avril 2013 avec date d'effet au 3 avril 2013.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent Euros (EUR 100) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (EUR 31.000) à trente et un mille cent Euros (EUR 31.100) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100), disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de huit millions quatre cent quarante-deux mille trois cent quarante-deux Euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 8.442.342,95).

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription par l'Actionnaire Unique à l'augmentation de capital par contribution en numéraire d'un montant de huit millions quatre cent quarante-deux mille quatre cent quarante-deux Euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 8.442.442,95).

Intervention - Souscription - Paiement

L'Actionnaire Unique déclare, par le biais de son mandataire, souscrire à une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100), moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de huit millions quatre cent quarante-deux mille trois cent quarante-deux Euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 8.442.342,95) et de la libérer entièrement au moyen d'un paiement réalisé en numéraire d'un montant de huit millions quatre cent quarante-deux mille quatre cent quarante-deux Euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 8.442.442,95).

Preuve des fonds virés a été délivrée au notaire soussigné par la remise d'une copie du certificat de blocage de fonds.

Le notaire soussigné a accepté cette preuve et l'a considérée comme suffisante afin de prouver que les fonds ont été virés sur le compte de la Société.

Quatrième résolution

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'Actionnaire Unique décide de modifier l'alinéa 1 de l'article 3 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-) divisé en trois cent onze (311) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune. »

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'accorder décharge aux administrateurs actuels de la Société ainsi qu'au commissaire actuel de la Société pour leurs mandats et ce, jusqu'au jour de la présente assemblée.

Sixième résolution

L'Actionnaire unique décide de changer la forme légale de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée, sans discontinuité de son statut légal. Le capital social de la Société et les réserves resteront intact, ainsi que chaque composant des actifs et passifs, amortissements, appréciations et dépréciations.

La tenue des livres et de la comptabilité de la société anonyme seront continués par la société à responsabilité.

Le changement de statut légal sera fait sur la base des derniers bilans en date du 30 avril 2013 dont copie, après avoir été paraphée par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux fins de publication et d'enregistrement ensemble avec le présent acte.

Septième résolution

En conséquence des résolutions de l'Actionnaire unique prises ci-dessus, ce dernier décide de procéder à une refonte complète des Statuts, lesquels devront désormais se lire tels que suit:

« **Art. 1^{er}. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité («la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée («la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société («les Statuts») qui précisent aux articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13 les règles supplétives s'appliquant aux sociétés ayant un associé unique.

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière des actions ou des parts sociales, obligations, créances, billets à ordre et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit, lever des fonds et procéder par placement privé à l'émission d'obligations, billets à ordre, titres d'emprunt, et tout autre type de titre de dette ou de participation, convertible ou non.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance (soit par le biais de prêts, de cautions, de gages ou de toute autre forme de sûretés, d'engagement personnel ou de nantissement sur tout ou partie de ses participations ou actifs) à toute société appartenant au même groupe de sociétés que la Société, ou à d'autres sociétés dans lesquelles la Société a

un intérêt, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter de manière accessoire à cette assistance toutes opérations d'administration, de gérance, de conseil et de marketing pour toute société affiliée qu'elle estimera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, techniques ou financières, en rapport direct ou indirect avec les domaines décrits ci-dessus, afin de faciliter l'accomplissement de son objet, y compris, toutes transactions sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination «Rushmore Development S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social et Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social émis de la Société est fixé à trente et un mille cent euros (EUR 31.100) représenté par trois cent onze (311) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

En plus du capital social, il pourra être constitué un compte de prime d'émission, sur lequel la prime d'émission payée pour l'acquisition de part sociale sera transférée. Le montant de ce compte de prime d'émission est à la libre disposition des associés.

Aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, et chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont établis par écrit.

6.2 Modification du capital social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues par l'article 199 de la Loi.

6.3 Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales sont librement transmissibles entre associés mais ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi lorsque le transfert s'observe entre non associés.

6.6 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée, et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, peuvent décider de créer des catégories de gérant, nommément soit «gérant de catégorie A» ou «gérant de catégorie B».

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Le(s) gérant(s) est/ sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société, et ce en toute circonstance, ainsi que pour effectuer et

approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société sous réserve que les conditions de cet article aient été remplies.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au siège de la Société ou, le cas échéant, à tout autre lieu à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par e-mail ou par courrier un autre gérant comme son représentant. Un gérant peut aussi nommer un autre gérant pour le représenter par téléphone, ce qui doit être confirmé ultérieurement par écrit.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si deux gérants sont présents, avec au moins un gérant de chaque catégorie de gérant à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement au moins une majorité de gérant présent par catégorie.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication initié depuis le Grand-duché du Luxembourg permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens est considérée comme équivalente à une participation en personne à la réunion, bien que ce type de participation doive rester une exception car de manière générale les gérants doivent participer aux réunions en personne.

7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote proportionnel au nombre des parts sociales qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des associés est supérieur à 25 (vingt-cinq), une assemblée générale des associés doit être tenue conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à 25 (vingt-cinq), les opérations de la société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi. S'il y a plus d'un

commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social / Comptes annuels. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société, ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé peut examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) aux comptes établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5 %) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Tout gérant pourra requérir à sa seule discrétion de faire revoir ce bilan intérimaire par un commissaire aux comptes aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant total des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Dissolution / Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le(s) associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.»

Huitième résolution

L'Associé Unique décide que suite à la modification de sa forme sociale, la Société sera gérée par les gérants suivants, lesquels sont nommés pour une période indéterminée:

- Gérants de catégorie A:

* M. John WANTZ, né le 17 mai 1966 à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

* M. Charles MEYER, né le 19 avril 1969 à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

- Gérant de catégorie B:

* M. Ariel Eduardo PRAT PINEDO, né le 12 février 1961 à Caracas, République Bolivarienne du Venezuela et résidant au Quinta Carmela, Calle San Fernando, Prados Del Este, Caracas, République Bolivariemie du Venezuela.

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est terminée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ quatre mille quatre cents Euros (4.400,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra entre les parties.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mai 2013. Relation: LAC/2013/20868. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Référence de publication: 2013072172/534.

(130088494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Cabot Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.966,72.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.902.

In the year two thousand and thirteen on the thirteenth day of May.

Before us Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED

JCF III Europe S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 161027, having its registered office at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Ms. Johanna Wittek, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

This proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Cabot Holdings S.à r.l., (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176902, incorporated pursuant to a deed of the replaced notary, on 19 April 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation of the Company were not amended since then.

The appearing person representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the nominal value of the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company from currently one British pound (GBP 1.00) to two tenths of a penny (GBP 0.002) and to subsequently convert the twelve thousand five hundred (12,500) existing shares into six million two hundred fifty thousand (6,250,000) shares of the Company.

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to create ten (10) classes of A shares named shares of class A1 (the "Class A1 Shares"), shares of class A2 (the "Class A2 Shares"), shares of class A3 (the "Class A3 Shares"), shares of class A4 (the "Class A4 Shares"), shares of class A5 (the "Class A5 Shares"), shares of class A6 (the "Class A6 Shares"), shares of class A7 (the "Class A7 Shares"), shares of class A8 (the "Class A8 Shares"), shares of class A9 (the "Class A9 Shares") and shares of class A10 (the "Class A10 Shares")

and to convert the existing six million two hundred fifty thousand (6,250,000) shares of the Company as follows:

625,000 Class A1 Shares
625,000 Class A2 Shares
625,000 Class A3 Shares
625,000 Class A4 Shares
625,000 Class A5 Shares
625,000 Class A6 Shares
625,000 Class A7 Shares
625,000 Class A8 Shares
625,000 Class A9 Shares
625,000 Class A10 Shares

The above classes of shares shall have the specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the last Resolution below.

Third Resolution

The Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of eleven thousand two hundred and fifty British pounds (GBP 11,250) through the cancellation of the following shares:

562,500 Class A 1 Shares
562,500 Class A 2 Shares
562,500 Class A 3 Shares
562,500 Class A 4 Shares
562,500 Class A 5 Shares
562,500 Class A 6 Shares
562,500 Class A 7 Shares
562,500 Class A 8 Shares
562,500 Class A 9 Shares
562,500 Class A 10 Shares

so as to temporarily bring the share capital of the Company to one thousand two hundred and fifty British pounds (GBP 1,250) represented by the following shares:

62,500 Class A 1 Shares
62,500 Class A 2 Shares
62,500 Class A 3 Shares
62,500 Class A 4 Shares
62,500 Class A 5 Shares
62,500 Class A 6 Shares
62,500 Class A 7 Shares
62,500 Class A 8 Shares
62,500 Class A 9 Shares
62,500 Class A 10 Shares

The Sole Shareholder resolves to allocate the amount of the capital reduction of eleven thousand two hundred and fifty British pounds (GBP 11,250) to the share premium account of the Company.

Simultaneously with the above reduction of share capital, the Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand seven hundred sixteen British pounds and seventy-two pence (GBP 12,716.72) in order to raise it from its current amount of one thousand two hundred and fifty British pounds (GBP 1,250) up to thirteen thousand nine hundred sixty-six British pounds and seventy-two pence (GBP 13,966.72), through the issue of six million three hundred fifty-eight thousand three hundred sixty (6,358,360) shares having a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each.

The Sole Shareholder resolves to allocate the newly issued six million three hundred fifty-eight thousand three hundred sixty (6,358,360) shares to the newly created share classes as follows:

- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A1 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A2 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A3 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A4 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A5 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A6 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A7 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A8 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A9 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred thirty-six (635,836) shares allocated to the Class A10 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each.

Subscription and Payment

Thereupon,

(1) JCF III Europe S.à r.l., pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for

- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A1 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A2 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A3 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A4 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A5 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A6 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A7 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A8 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A9 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each; and
- six hundred thirty-five thousand eight hundred twenty-six (635,826) Class A10 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two million six hundred sixty thousand three hundred fifty British pounds (GBP 2,660,350) to be allocated as follows:

twelve thousand seven hundred sixteen British pounds and fifty-two pence (GBP 12,716.52) to the share capital of the Company, and

two million six hundred forty-seven thousand six hundred thirty-three British pounds and forty-eight pence (GBP 2,647,633.48) to the share premium account of the Company.

2) JCF III Europe Holdings L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, the Cayman Islands, registered with the Cayman trade and companies' register under number WK-48187,

here represented by Ms. Johanna Wittek, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for

- ten (10) Class A1 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A2 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A3 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A4 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A5 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A6 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A7 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A8 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;
- ten (10) Class A9 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each; and
- ten (10) Class A10 Shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each;

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of thirty-eight British pounds (GBP 38.-) to be allocated as follows:

twenty British pence (GBP 0.20) to the share capital of the Company and thirty-seven British pounds and eighty pence (GBP 37.80) to the share premium account of the Company.

The above proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proof of the existence of the above contributions of two million six hundred and sixty thousand three hundred and eighty-eight British pounds (GBP 2,660,388.-) has been produced to the undersigned notary.

Following the above, JCF III Europe Holdings L.P., prenamed, decides together with JCF III Europe S.à r.l. to take the following resolution:

Fourth Resolution

Inter alia as a consequence of the above resolutions, the shareholders of the Company resolve to amend article 6 of the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at thirteen thousand nine hundred sixty-six British pounds and seventy-two pence (GBP 13,966.72) represented by:

- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A1 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A1 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A2 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A2 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A3 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A3 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A4 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A4 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A5 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A5 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A6 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A6 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A7 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A7 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A8 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A8 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A9 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A9 Shares");
- six hundred and ninety-eight thousand three hundred and thirty-six (698,336) class A10 shares with a par value of two tenths of a penny (GBP 0.002) each (the "Class A10 Shares" and all class A 1 to 10 shares together, the "A Shares");

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders. All the above shares shall be collectively referred to as the "shares".

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve. The share premium is freely distributable to the shareholders by resolutions of the shareholders' or by resolutions of the board of managers."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 3,400.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treize mai.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

a comparu:

JCF III Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 161027, ayant son siège social au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Johanna Wittek, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration paraphée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Cabot Holdings S.à r.l., (la "Société") une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le nombre B 176902, constituée en date du 19 avril 2013 suivant acte reçu par le notaire remplacé, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Associé Unique décide de diminuer la valeur nominale des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société de leur valeur actuelle d'une livre sterling (GBP 1,00) à deux dixièmes de penny (GBP 0,002) et de convertir ensuite les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes en six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) parts sociales de la Société.

Deuxième Résolution

L'Associé Unique décide de créer dix (10) classes de parts sociales A, à savoir des parts sociales de classe A1 (les «Parts Sociales de Classe A1»), des parts sociales de classe A2 (les «Parts Sociales de Classe A2»), des parts sociales de classe A3 (les «Parts Sociales de Classe A3»), des parts sociales de classe A4 (les «Parts Sociales de Classe A4»), des parts sociales de classe A5 (les «Parts Sociales de Classe A5»), des parts sociales de classe A6 (les «Parts Sociales de Classe A6»), des parts sociales de classe A7 (les «Parts Sociales de Classe A7»), des parts sociales de classe A8 (les «Parts Sociales de Classe A8»), des parts sociales de classe A9 (les «Parts Sociales de Classe A9») et des parts sociales de classe A10 (les «Parts Sociales de Classe A10»)

et de convertir les six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) parts sociales de la Société de la manière suivante:

625.000 Parts Sociales de Classe A1
625.000 Parts Sociales de Classe A2
625.000 Parts Sociales de Classe A3
625.000 Parts Sociales de Classe A4
625.000 Parts Sociales de Classe A5
625.000 Parts Sociales de Classe A6
625.000 Parts Sociales de Classe A7
625.000 Parts Sociales de Classe A8
625.000 Parts Sociales de Classe A9
625.000 Parts Sociales de Classe A10

Les classes de parts sociales ci-dessus auront les droits et obligations spécifiques décrits dans les statuts de la Société tels que modifiés conformément à la dernière Résolution ci-dessous.

Troisième Résolution

L'Associé Unique décide de diminuer le capital social de la Société d'un montant de onze mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 11.250) en annulant les parts sociales suivantes:

562.500 Parts Sociales de Classe A1
562.500 Parts Sociales de Classe A2
562.500 Parts Sociales de Classe A3
562.500 Parts Sociales de Classe A4
562.500 Parts Sociales de Classe A5
562.500 Parts Sociales de Classe A6
562.500 Parts Sociales de Classe A7
562.500 Parts Sociales de Classe A8
562.500 Parts Sociales de Classe A9
562.500 Parts Sociales de Classe A10

de manière à temporairement faire passer le capital social de la Société à un montant de mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 1.250) représenté par les parts sociales suivantes:

62.500 Parts Sociales de Classe A1
62.500 Parts Sociales de Classe A2
62.500 Parts Sociales de Classe A3
62.500 Parts Sociales de Classe A4
62.500 Parts Sociales de Classe A5

62.500 Parts Sociales de Classe A6
 62.500 Parts Sociales de Classe A7
 62.500 Parts Sociales de Classe A8
 62.500 Parts Sociales de Classe A9
 62.500 Parts Sociales de Classe A10

L'Associé Unique décide d'allouer le montant de la réduction du capital social s'élevant à onze mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 11.250) au compte de prime d'émission de la Société.

Simultanément à la réduction de capital social ci-dessus, l'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze mille sept cent seize livres sterling et soixante-douze pence (GBP 12.716,72) afin de le porter de son montant actuel de mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 1.250) à treize mille neuf cent soixante-six livres sterling et soixante-douze pence (GBP 13.966,72), par l'émission de six millions trois cent cinquante-huit mille trois cent soixante (6.358.360) parts sociales d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune.

L'Associé Unique décide d'allouer les six millions trois cent cinquante-huit mille trois cent soixante (6.358.360) parts sociales nouvellement émises aux classes de parts sociales nouvellement créées de la manière suivante:

- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A1, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A2, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A3, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A4, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A5, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A6, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A7, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A8, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A9, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent trente-six (635.836) parts sociales allouées aux Parts Sociales de Classe A10, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune.

Souscription et Libération

Suite à quoi,

(1) JCF III Europe S.à r.l., susmentionnée, ici représentée comme il est dit, déclare souscrire à:

- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A1, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A2, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A3, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A4, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A5, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A6, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A7, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A8, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A9, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune; et

- six cent trente-cinq mille huit cent vingt-six (635.826) Parts Sociales de Classe A10, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;

et de les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de deux millions six cent soixante mille trois cent cinquante livres sterling (GBP 2.660.350) à allouer de la manière suivante:

douze mille sept cent seize livres sterling et cinquante-deux pence (GBP 12.716,52) au capital social de la Société, et deux millions six cent quarante-sept mille six cent trente-trois livres sterling et quarante-huit pence (GBP 2.647.633,48) au compte de prime d'émission de la Société.

(2) JCF III Europe Holdings L.P., un limited partnership organisé et existant sous les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Caïman KY1-9005, Îles Caïmans, enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés des Îles Caïmans sous le numéro WK-48187,

ici représenté par Johanna Wittek, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

déclare souscrire à

- dix (10) Parts Sociales de Classe A1, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A2, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A3, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A4, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A5, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A6, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A7, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A8, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;
- dix (10) Parts Sociales de Classe A9, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune; et
- dix (10) Parts Sociales de Classe A10, d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune;

et de les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de trente-huit livres sterling (GBP 38) à allouer de la manière suivante:

vingt pence (GBP 0,20) au capital social de la Société, et trente-sept livres sterling et quatre-vingts pence (GBP 37,80) au compte de prime d'émission de la Société.

La procuration ci-dessus paraphée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La preuve de l'existence des apports ci-dessus s'élevant à deux millions six cent soixante mille trois cent quatre-vingt-huit livres sterling (GBP 2.660.388,-) a été fournie au notaire soussigné.

Suite aux résolutions qui précèdent, JCF III Europe Holdings L.P., susmentionné, décide, conjointement avec JCF III Europe S.à r.l., de prendre la résolution suivante:

Quatrième Résolution

Notamment en conséquence des résolutions ci-dessus, les associés de la Société décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de treize mille neuf cent soixante-six livres sterling et soixante-douze pence (GBP 13.966,72) représenté par:

- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A1 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A1»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A2 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A2»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A3 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A3»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A4 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A4»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A5 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A5»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A6 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A6»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A7 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A7»);
- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A8 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A8»);

- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A9 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A9»);

- six cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-six (698.336) parts sociales de classe A10 d'une valeur nominale de deux dixièmes de penny (GBP 0,002) chacune (les «Parts Sociales de Classe A10») et toutes les parts sociales de la classe A1 à A10, les «Parts Sociales A»);

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des associés. Toutes les parts sociales auxquelles référence est faite ci-dessus seront collectivement dénommées les «parts sociales».

En sus du capital social émis, il peut être créé un compte de prime d'émission auquel toute prime payée sur toute part sociale en supplément de sa valeur nominale sera transférée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé, entre autres, pour le paiement de toutes parts sociales que la Société pourrait racheter à son/ses associé(s), pour compenser des pertes nettes, pour opérer des distributions à/aux associé(s) sous la forme de dividende ou allouer des fonds à la réserve légale. La prime d'émission est librement distribuable aux associés sur décision des associés ou du conseil de gérance.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ EUR 3.400,-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par son nom de famille, son prénom, son statut civil et son adresse, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. WITTEK et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2013. Relation: LAC/2013/22320. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Référence de publication: 2013071766/405.

(130088580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

M 4, Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 20, Wengertswee.

R.C.S. Luxembourg B 94.533.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit l'adresse du siège social figurant dans l'en-tête de la publication de la mention des comptes annuels, de la société, à la page 63465 du Mémorial C n o 1323 du 5 juin 2013:

au lieu de: «L-5485 Wormeldange, 12, Wengertswee»,

lire: «L-5485 Wormeldange, 20, Wengertswee».

Référence de publication: 2013073915/11.

26 United Corpo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 176.725.

Le Conseil d'Administration prend note du changement d'adresse de Monsieur Kevin Jean-Maurice BEN SOUSSAN, administrateur de la société anciennement sise 44 Avenue Victor Hugo F-75016 Paris, France et transféré 22 Rue de Strasbourg L-2560 Luxembourg avec effet au 11 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

26 UNITED CORPO SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2013052336/13.

(130063760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Dealis Fund Operations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 143.499.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre am 14.05.2013

Das Mandat von Herrn Bernd Franke im Verwaltungsrat der Gesellschaft wird bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015 verlängert.

Die Generalversammlung nimmt das Ausscheiden von Herrn Dirk Olschewski zum 17. April 2013 zur Kenntnis.

Der Verwaltungsrat besteht somit aus den Herren:

- Bernd Franke, Herriotstraße 1, D-60528 Frankfurt am Main
- Thomas Ketter, Hahnstraße 55, D-60528 Frankfurt am Main
- Holger Hildebrandt, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Es wird beschlossen, KPMG Luxembourg, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg zum Wirtschaftsprüfer für das Geschäftsjahr vom 01.01.2013 bis 31.12.2013 zu bestellen. Das Mandat endet mit Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014.

Luxembourg, den 14. Mai 2013.

Dealis Fund Operations S.A.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz

Référence de publication: 2013069727/21.

(130086499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pictet Global Selection Fund, Fonds Commun de Placement.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.415.

Le règlement de gestion de Pictet Global Selection Fund consolidé au 10 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013071446/11.

(130087928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Olympos Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 125.739.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 16 avril 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Constantin PAPADIMITRIOU, Théodore LANARAS et de JALYNE S.A. dont le siège social est situé 1 rue Joseph Hackin Luxembourg RCS B 158952 (représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 1 rue Joseph Hackin Luxembourg).

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer Administrateur et Président Monsieur Joseph WINANDY né le 16 février 1946 à Ettelbruck et demeurant 92 rue de l'Horizon L-5960 Itzig en remplacement de COSAFIN S.A.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de The Clover SA 8 rue Haute L-4963 Clemency inscrite au Registre de Commerce des Société B149293.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

JALYNE S.A. / -

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013052164/21.

(130063549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.